

CONFERENCE DEBAT AVEC LE COLLECTIF PILAT 42

A QUOI SERT L'EVALUATION ?

Lundi 16 novembre à la salle St Jean de Pélussin, parents et enseignants se sont retrouvés à l'initiative du Collectif Pilat-Loire qui pour cette première réunion de la saison, a convié un intervenant du Groupe Français de l'Education Nouvelle sur la question de l'évaluation à l'école, sujet de mécontentements passés...et à venir ?

Après un exposé historique détaillé et illustré, Gérard Médioni a développé l'aspect parfois pervers des évaluations : d'une part l'élève travaille non pour apprendre, mais pour la note ; d'autre part, la note n'a rien d'objectif et dépend de la personne qui corrige...

Même si personne ne conteste la nécessité d'évaluer (c'est un moyen pour les enseignants de voir ce que les élèves ont compris ou non et les parents ont ainsi un retour sur l'évolution de leur enfant à l'école), il y a « évaluer » et « évaluer ».

On distingue entre autres l'évaluation « certificative », elle permet d'attester d'une formation ou d'un diplôme, l'évaluation « formative » la plus utile à l'enseignant et à l'élève qui intervient dans le cours même du processus d'apprentissage et permet de connaître les points forts, les points faibles des élèves, la nature des erreurs commises. Elle permet ainsi de développer des outils, des pistes de travail pour réorienter le travail en classe.

Or, depuis leur mise en place l'an passé, le monde éducatif craint d'assister à une dérive de l'utilisation et des fonctions des évaluations nationales CE1 et CM2. Remises en cause par le corps enseignant et par les parents, pour leur contenu, le système de notation, le choix de la date, les évaluations d'aujourd'hui ne serviraient-elles plus qu'à mettre en concurrence les enseignants, les écoles ? Ne dévaloriseraient-elles pas le travail de l'élève et du professeur réduisant les apprentissages à une marchandisation des savoirs ? Le risque ne serait-il pas de former les élèves à appliquer des mécanismes uniquement dans le but de réussir les évaluations ?

On peut également se poser la question de l'usage effectué par le ministère de l'Education Nationale : la remontée des résultats aux évaluations nationales par la Base Nationale Identifiants Elèves soulève aussi un problème éthique majeur. Pour des renseignements statistiques (au niveau académique ou ministériel) il n'est pas utile d'avoir des données personnelles : les résultats individuels des élèves doivent faire l'objet de communications enseignant-famille, ni plus ni moins. Le conférencier a ainsi alerté sur les dangers d'un pilotage de l'école par la culture des indicateurs et des manipulations informatiques : contrôle stigmatisant des élèves et de leur famille, gouvernance des personnels. Le fichier Base-Elèves fait d'ailleurs l'objet de vives critiques au moment même où on reparle des droits de l'enfant.

Les participants ont ainsi exprimé leurs inquiétudes et leur volonté de rester vigilants. Pour cela, d'autres rencontres, d'autres thèmes seront proposés afin de mener une réflexion, une action pour l'école de demain.